



## CHAMBRE VALAISANNE D'AGRICULTURE

# La correction du Rhône et la PA 2022+ fâchent la défense professionnelle

Karine Etter

**Le projet Rhône3 reste dans le collimateur de la Chambre valaisanne d'agriculture (CVA), préoccupée par le sacrifice de 300 hectares de terres agricoles et des coûts pharaoniques. La future PA 2022+ suscite aussi un vif mécontentement.**

La troisième correction du Rhône (Rhône3) continue d'échauffer les esprits en Valais. Willy Giroud, président de la Chambre valaisanne d'agriculture (CVA), a vertement critiqué un projet qui, selon lui, doit au plus vite être revu et corrigé. «Le temps de l'omerta est révolu, aujourd'hui l'actualité donne raison aux référendaires, nous devons sécuriser le Rhône en dix ans à des coûts acceptables, sinon nous allons foncer tête baissée comme des moutons en dépensant 3,4 milliards en trente ans, alors que l'on nous avait promis que cela ne coûterait pas plus de 2 milliards sur vingt ans», a-t-il souligné, lors de l'assemblée générale de la CVA, jeudi 29 mars, à Martigny.

Willy Giroud estime que les milieux agricoles ne sont plus véritablement concertés et impliqués dans le groupe Copilagri Rhône3. «Nous faisons office de chambre d'enregistrement, sans plus, depuis le début de la procédure participative, nous sommes entendus mais pas vraiment écoutés.»

Rhône3 va impacter un tiers des exploitations arboricoles du canton et aura une emprise sur 300 hectares de terres

agricoles. Quid des compensations des surfaces d'assolement (SDA)? La Chambre dénonce une question restée sans réponse et la fâcheuse attitude des porteurs du projet Rhône3 de botter en touche sous prétexte d'une révision au niveau fédéral des quotas cantonaux de SDA. «Il faudra bien parler une fois du dézonage inévitable de certaines zones industrielles ou à bâtir pour les réaffecter à la zone agricole comme SDA», a martelé le président.

Face aux 46 délégués de la CVA présents, le ministre valaisan en charge de l'agriculture Christophe Darbellay a tenté de rassurer et d'apaiser le débat. Il a élargi la problématique à toute la plaine du Rhône, où les terres agricoles sont grignotées de partout. «Nous devons définir des principes clairs pour assurer un aménagement rationnel global et une protection optimale des terres agricoles sur l'ensemble de la plaine du Rhône.»

Quant au président Willy Giroud, il espère que le Grand Conseil apportera les correctifs nécessaires lors des prochains débats de deuxième lecture sur Rhône3 afin que le financement, mais aussi le projet complet soient rediscutés.

## Un coup de Jarnac

En Valais comme dans les autres cantons romands, la Vue d'ensemble du Conseil fédéral et son projet de Politique agricole 2022+ soulève une vague de colère au sein de la défense professionnelle. «C'est un véritable coup de Jarnac», s'est exclamé le directeur de la CVA Pierre-Yves Felley.

L'idée du ministre Johann Schneider-Ammann d'abaisser



Le personnel de la Chambre valaisanne d'agriculture, avec le président Willy Giroud (5<sup>e</sup> depuis la gauche).

K. ETTER

les droits de douane dans le cadre d'accords de libre-échange avec l'Union européenne et d'autres pays, afin de réduire de 30 à 50% la différence de prix actuelle entre les produits agricoles suisses et étrangers, suscite autant d'inquiétude que d'indignation.

Et les mesures financières d'accompagnement prévues par le Gouvernement ressemblent à un sparadrap posé sur une plaie béante. Les scénarios échafaudés dans la Vue d'ensemble montrent que le revenu sectoriel de l'agriculture reculerait de 20%, soit une perte annuelle de

600 millions de francs. L'évolution structurelle s'accélérerait avec une disparition programmée de 1350 exploitations agricoles par an. Le taux d'autoapprovisionnement, aujourd'hui à 58%, tomberait à 55%, voire 52%. «Cette conséquence montre que la Vue d'ensemble torpille clairement la volonté de la population en faveur de la sécurité alimentaire», a souligné le directeur. Au final, il juge inacceptable de priver les familles paysannes de 600 millions de francs de revenu, alors que le gain de prospérité net global pour la Suisse est estimé à seulement 300 millions de francs.

## Repères

**Finances** Bonne surprise au terme de l'exercice 2017. Alors qu'elle s'attendait à une perte d'environ 158 000 francs portée au budget 2017, la Chambre valaisanne d'agriculture (CVA) boucle ses comptes avec un petit excédent de produits de 3850 francs. Ce résultat positif est dû à une hausse des recettes des cotisations qui a déjoué les pronostics, passant d'un montant total de 372 000 francs en 2016 à 588 470 francs en 2017. La Chambre a ainsi réussi à obtenir le soutien de quelque 5000 membres volontaires l'année dernière contre 4000 auparavant. L'appel à la solidarité, lancé à la suite du désengagement financier de l'Etat du Valais pour la défense professionnelle agricole du canton, a porté ses fruits. Toutefois, le directeur Pierre-Yves Felley s'attend à plusieurs centaines de résiliations en 2018. Il a ainsi prudemment mis au budget un montant de 545 200 francs de recettes de cotisations. Au final, le budget 2018 affiche un excédent de charges de presque 52 000 francs. Les délégués de la CVA ont néanmoins suivi la proposition du comité de maintenir le tarif des cotisations au statu quo pour 2019.

**Rendement brut** Les années se suivent mais ne se ressemblent pas. En 2016, l'agriculture valaisanne avait connu une année record historique avec un rendement brut de 362 millions de francs. Les dégâts provoqués par le gel d'avril dans la viticulture et les cultures fruitières ont plombé le rendement brut 2017 qui s'est élevé à 307 millions de francs, soit le pire résultat des deux dernières décennies.

**Fruits** Essentielle à l'agriculture valaisanne, la production de fruits a atteint un total de 41 275 tonnes. C'est 32% de moins par rapport à la production moyenne des années 2007 à 2016. Les gelées d'avril sont la principale cause de cette année fruitière en net recul. En 2017, l'arboriculture a perdu 27% de son chiffre d'affaires par rapport à l'exercice précédent. La récolte des abricots, fruit emblématique du Valais, a atteint 4400 tonnes, soit la moitié de celle de 2016 (8717 tonnes). Le résultat économique des poires a reculé de 27%, celui des baies de 21% et celui des pommes de 13%.

**Vigne** Le rendement brut de la viticulture valaisanne a diminué de près de 20% comparativement au millésime précédent. Avec des vendanges encavées totalisant environ 32,8 millions de kilos en 2017, les 4850 ha de vigne du Valais ont produit moins de vin que le canton de Vaud sur ses 3775 hectares. C'est la plus faible récolte depuis 1966, elle est inférieure de 30% à la moyenne des dix dernières années.

**Lait** La production laitière de la Fédération valaisanne a connu une baisse plus marquée (-6,1%) que celle de la moyenne suisse. Dans le lait d'industrie, la diminution s'élève à 1,96 million de kilos de lait, soit un recul de 11,3%. KE

## La profession de foi du chef de département

Elu au Conseil d'Etat valaisan en mars 2017, Christophe Darbellay dirige depuis presque une année le Département de l'économie et de la formation. Il intervenait pour la première fois à l'issue de l'assemblée de la Chambre valaisanne d'agriculture (CVA) en tant que ministre de la production primaire du canton. Il a rappelé l'importance de l'agriculture pour faire briller les 13 étoiles du Valais, son rôle fondamental dans le développement économique et touristique régional.

Contrairement à la situation dans d'autres cantons suisses, l'agriculture valaisanne crée véritablement de la valeur ajoutée économique. Le Valais figure même au deuxième rang de la valeur ajoutée brute par hectare avec 8565 fr./ha. Le secteur agricole participe activement à une image attractive du Valais avec ses paysages de montagne, ses vins réputés et ses spécialités du terroir qui constituent le fleuron de la gastronomie locale.



Christophe Darbellay, chef de Département de l'économie et de la formation, en charge de l'agriculture.

K. ETTER

«Nous sommes les champions suisses des produits AOP et IGP», a souligné Christophe Darbellay. Cette richesse fait la force du Valais touristique et «c'est sur cette base que l'on doit construire le tourisme de demain, en misant sur la différenciation et l'authenticité du canton et de ses produits».

Le conseiller d'Etat veut développer et moderniser l'agriculture valaisanne. Ses axes de travail: maintenir les paiements directs fédéraux au niveau actuel dans le cadre de la future PA 2022+; renforcer les activités de la recherche agronomique sur le site de Conthey, en ciblant des travaux de recherche

adaptés aux conditions valaisannes et aux besoins de la profession; moderniser les structures du vignoble, actuellement trop morcelées, pour y travailler de manière rationnelle et répondre aux défis futurs.

Le ministre mise également sur la concrétisation de différents projets de développement régional. Quatre sont en cours de réalisation et cinq en gestation pour un montant total d'investissement de plus de 100 millions de francs. «C'est pour moi un levier majeur et concret de modernisation et de promotion de l'agriculture au niveau régional.»

Tisser des synergies entre l'agriculture et la gastronomie, notamment dans le cadre de la formation des futurs professionnels, figure aussi au planning du département. «Le potentiel est immense, l'agriculture est clairement un métier d'avenir en Valais», a affirmé Christophe Darbellay avec conviction. KE